Document generated on 10/12/2024 5:15 a.m.

Francophonies d'Amérique

Hubert Guindon et l'analyse du Canada français

Claude Couture

Number 2, 1992

Une opération de maillage pour renforcer les liens entre les isolats de langue française

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1004416ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1004416ar

See table of contents

Publisher(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa

ISSN

1183-2487 (print)
1710-1158 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Couture, C. (1992). Hubert Guindon et l'analyse du Canada français. *Francophonies d'Amérique*, (2), 151–158. https://doi.org/10.7202/1004416ar

Copyright © Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1992

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

HUBERT GUINDON ET L'ANALYSE DU CANADA FRANÇAIS

Claude Couture
Université de l'Alberta (Edmonton)

La réédition, en 1990, par les Éditions Saint-Martin, des principaux articles du sociologue Hubert Guindon a été l'un des événements intellectuels les plus importants des dernières années pour le Canada français[1]. L'ironie de l'histoire a aussi voulu que cette publication des oeuvres du prophète de l'éradication de la bureaucratie catholique au Québec et du pourfendeur des politiques du bilinguisme soit concomitante aux événements ponctuant l'échec de l'Accord du lac Meech.

Publiée d'abord en anglais (University of Toronto Press) en 1988, cette collection des articles de Guindon permet de suivre à la trace une oeuvre peu abondante, mais qui fut et est encore très influente dans la sociographie sur le Canada français. Dans cet article, il ne sera évidemment pas question de contester cette influence. Cependant, trente ans après la parution du *magnum opus* de Guindon (« Réexamen de l'évolution sociale du Québec »), la littérature occidentale en sciences sociales s'est énormément enrichie et un « réexamen » de certains concepts et angles d'analyse utilisés par Guindon peut être, à tout le moins, intéressant. Nous nous proposons donc de résumer les principaux arguments de Guindon concernant la signification de la Révolution tranquille au Québec et de montrer comment cette analyse a été articulée à partir des mêmes concepts clés qui seront utilisés par la suite pour prédire la disparition inévitable des Canadiens français hors-Québec; ensuite de revenir au coeur même de la théorie utilisée par Guindon pour expliquer la relation entre la tradition et la modernité; puis de démontrer comment une interprétation erronée sur le Québec d'avant 1960 peut aussi conduire à une compréhension tout aussi contestable de la situation des francophones à l'extérieur du Québec.

La Révolution tranquille vue par Hubert Guindon

Le « réexamen de l'évolution sociale du Québec » publié par Guindon en novembre 1960[2] était un plaidoyer pour la défense des thèses de Léon Gérin[3] et des sociologues de l'École de Chicago[4] sur la société rurale canadienne-française. Cette plaidoirie avait été motivée par les attaques du sociologue Philippe Garigue[5] contre les explications concernant le caractère traditionnel (« folk ») et rural du Canada français depuis la Conquête de

1760. S'inscrivant, au contraire des prétentions de Garigue, dans la lignée des travaux de Gérin, Miner et Hughes, l'analyse de Guindon fut remarquable en raison de sa conclusion. L'auteur y prédisait en effet, dès 1960, la disparition de l'influence bureaucratique de l'Église au Québec, phénomène qui se concrétisa par la suite.

La critique de Garigue portait sur trois principaux aspects. Premièrement, les sociologues de l'École de Chicago qui ont étudié le Canada français en le décrivant comme une « folk society » ont péché par ignorance de l'histoire de cette société. Deuxièmement, leur construction analytique reposait sur les idées du premier sociologue canadien-français, Léon Gérin, au sujet du Québec rural. Or Gérin lui-même aurait méconnu l'histoire du Canada français. Enfin, toujours selon Garigue, il n'y avait aucun conflit entre la société rurale canadienne-française et la société industrielle environnante pour la simple et unique raison que le Canada français avait déjà dans sa culture des « éléments nécessaires à une urbanisation massive[6] ».

L'argument à propos de l'ignorance de l'histoire était d'autant irrecevable, a soutenu Guindon, que ce fut justement en raison de leur excellente connaissance de l'histoire du Canada français que Gérin, Hughes et Miner ont développé leurs thèses sur la société rurale. Plus précisément, ces auteurs n'ont jamais soutenu que le Canada français avait *toujours* été rural[7], mais bien qu'il l'était devenu à la suite de la Conquête. La disparition de la bourgeoisie française entraîna, après 1760, le passage d'une société féodale marchande à une société rurale dominée par l'Église. L'institution essentielle de cette organisation sociale rurale était la paroisse, lieu privilégié de la reproduction des élites et de la domination de l'Église[8]. La stratégie économique était d'assurer la « subsistance[9] » de la famille et de léguer à l'aîné la terre afin de perpétuer le contrôle familial. Les excédents de la population rurale exclus par ce système de transmission de la terre devinrent une source de main-d'oeuvre abondante pour les capitalistes de la fin du XIXe siècle. D'où la contradiction fondamentale, selon Guindon et les sociologues de Chicago, de la société rurale canadienne-française : avec l'explosion démographique du XIXe siècle, les marginalisés de la société rurale devenaient de plus en plus dépendants d'un monde industriel « étranger », dominé par des capitalistes anglo-saxons. Cette dépendance alimentait les craintes de l'Église déjà affolée par les mouvements libéraux et nationaux sur le continent européen qui risquaient de se propager au Canada français. Pour répondre à cette double menace, l'Église mit tout en oeuvre pour renforcer son contrôle idéologique et social et ce, même si l'industrialisation érodait les bases de la société rurale qu'elle dominait. Ainsi, à partir de la fin du XVIIIe siècle et jusqu'au milieu du XXe siècle, la société canadienne-française fut bel et bien, selon Guindon, une société rurale dominée par l'Église, mais de plus en plus bousculée par la poussée irrésistible du monde industriel. La question fondamentale posée par Hughes

était donc tout à fait pertinente : « Comment l'industrialisation allait-elle se mêler et se fondre aux institutions d'une organisation sociale essentiellement rurale?[10] » La première moitié du XXe siècle québécois, continue Guindon, fut marquée par cette tension entre la société rurale et la société industrielle. Le paradoxe fut que l'Église, afin de mieux résister, créa une bureaucratie dans les affaires sociales et l'éducation qui favorisa son déclin. Tel fut l'apport original de Guindon qui montra que l'Église contribua elle-même à créer cette « nouvelle classe moyenne » qui allait revendiquer dans les années 1960 son remplacement par l'État.

Quelques années plus tard[11], Guindon analysait d'un oeil très pessimiste la situation des Canadiens français à l'extérieur du Québec. Le raisonnement procédait également de cette opposition globale entre la société rurale et la société urbaine. La survivance était possible pour les Canadiens français hors-Québec tant qu'ils demeuraient isolés dans des communautés rurales dominées par l'Église. L'intégration dans des communautés urbaines anglophones ne pouvait qu'entraîner une individualisation menant directement à l'assimilation. Étant privés des ressources dont dispose le Québec, les Canadiens français ne peuvent donc survivre à une modernisation qui rend impossible la culture française dans un contexte urbain anglophone.

La théorie de la modernisation

La vision de l'École de Chicago s'imposa dans les années 1960 et la contestation de Garigue resta marginale. Il faut aussi comprendre que cette interprétation du Canada français rural cadrait parfaitement avec les théories dominantes de la sociologie américaine, surtout à partir des années 1950. Et même si Horace Miner se détacha plus tard des interprétations généralisantes de son directeur de thèse Robert Redfield sur la « folk society » canadienne-française[12], il n'en demeure pas moins qu'il continua à revendiquer un héritage structuro-fonctionnaliste, associé d'abord au sociologue Radcliffe-Brown, puis à Talcott Parsons.

Au cours de l'entre-deux-guerres, la sociologie américaine a été beaucoup associée à l'École de Chicago. Or cette école de sociologues de l'Université de Chicago était un regroupement disparate d'universitaires nullement unis par une solide théorie commune. Ce qui unissait plutôt ces chercheurs était une méfiance envers la théorie et un engouement pour l'empirisme. Pourtant, ces sociologues partageaient avec Durkheim une passion identique pour l'émergence des sociétés modernes, industrialisées et urbaines. L'un des maîtres de l'École de Chicago, Robert Redfield, élabora le concept de « société paysanne » traditionnelle par opposition aux sociétés modernes.

Or cette préoccupation pour l'opposition entre la tradition des sociétés paysannes et la modernité des sociétés industrielles revint dans la sociolo-

gie américaine des années 1940 et 1950 avec les travaux de Talcott Parsons. Cependant, Parsons, très influencé par l'oeuvre de Durkheim, a constamment cherché à parfaire une théorie sociologique de l'action sociale[13] indispensable à ses yeux pour faire de cette discipline une vraie science.

Curieusement, toutefois, la fascination qu'a également exercée sur Parsons l'avènement des sociétés modernes l'a entraîné dans des énoncés très proches de ceux de Redfield sur l'opposition société paysanne — société industrielle. Déjà, Durkheim, dans *La Division du travail social*[14], avait proposé de faire la distinction entre les sociétés à solidarité mécanique et les sociétés à solidarité organique. La première forme de solidarité était celle des sociétés archaïques dominées par les sentiments collectifs et non individuels. Au contraire, dans les sociétés à solidarité organique, la différenciation est profondément marquée et l'individualisme règne, comme dans les sociétés urbaines et industrielles. Ainsi que l'a fait remarquer Robert Nisbet[15], Durkheim et plusieurs autres sociologues s'inquiétaient de cette tendance et de la disparition du sens communautaire. À cette opposition entre les sociétés à solidarité mécanique et celles à solidarité organique, Durkheim combina l'opposition entre les sociétés segmentaires et « la division moderne du travail[16] ». Une société segmentaire est une société dans laquelle un groupe d'individus, habitant une même localité, est fortement intégré. Ainsi, cette forme de société est très proche d'une société à solidarité mécanique à cette différence qu'elle est plus étendue et constituée de « segments ».

Parsons reprit cette théorie, mais en y apportant quelques nuances. Pour Parsons, les sociétés sont divisées en quatre sous-systèmes qui correspondent chacun à une discipline[17]. La science économique décortique le « sous-système d'adaptation » alors que la science politique étudie « la poursuite des buts ». Pour leur part, la psychologie sociale et la sociologie s'intéressent respectivement à la « latence » et à la communauté sociétale. Selon Parsons, rejoignant ainsi Durkheim, plus une société est moderne, plus les sous-systèmes sont différenciés alors que l'individualisme y est dominant.

Dans le contexte canadien des années 1950, avec l'influence de Chicago et de Parsons, l'opposition, reprise par Guindon, entre une société rurale, communautaire et religieuse d'une part et, d'autre part, une société moderne et individualiste a donc paru très satisfaisante à une époque où le Canada français était encore, en apparence, dominé par l'Église et un premier ministre, Maurice Duplessis, qui avait des allures de dinosaure.

La complexité de la relation tradition-modernité

Nul doute que la Révolution tranquille a été une période de réformes importantes au Québec. L'Église a indéniablement perdu de son influence. Mais la thèse d'une société globalement rurale de la Conquête au milieu du

XXe siècle est-elle satisfaisante? L'influence de l'Église a-t-elle été exclusive et unidimensionnelle?

D'abord, écartons le cas spécifique du Canada français pour examiner dans son ensemble la relation entre la tradition et la modernité. Même si Hubert Guindon n'a pas explicitement fait référence à l'oeuvre de Parsons, sa façon de poser le problème ramène à l'opposition fondamentale entre la tradition et la modernité. Or, justement, l'une des thèses les plus connues de Parsons se rapporte à l'organisation familiale[18]. Selon Parsons, en réponse aux exigences de la société industrielle, la famille était passée d'une structure étendue à une structure nucléaire. Cette théorie de la nucléarisation de la famille faisait suite aux explications de Frédéric Le Play au XIXe siècle et de l'École de Chicago selon lesquelles le passage de la campagne à la ville avait entraîné la destruction des réseaux traditionnels de parenté[19]. Qu'en est-il aujourd'hui de ces thèses?

Depuis une vingtaine d'années, elles ont été fortement ébranlées, pour ne pas dire complètement détruites. Un premier travail important a été réalisé par le démographe Peter Laslett et son équipe[20]. Laslett et le Cambridge Group ont montré que la famille nucléaire était répandue en Europe de l'Ouest bien avant la Révolution industrielle. On a même soutenu l'idée que c'est parce que la famille était déjà nucléarisée que « l'industrialisation a pu décoller[21] ». Dans une autre étude, Michael Anderson a lui aussi renversé les propositions classiques de la sociologie américaine en montrant que, dans les cités cotonnières du Lancashire, à l'époque de la Révolution industrielle, le mode de vie des familles ouvrières était complexe et « étendu », regroupant parfois trois générations, alors qu'à l'origine les familles migrantes étaient nucléaires[22].

> Selon Martine Segalen :
> Vingt ans d'études sur la famille en Europe ont mis en lumière la variété des faits familiaux et leur complexité. Finies les théories globalisantes comme celle que proposait Talcott Parsons, rejetées les explications monocausales. Un retournement de perspectives s'est simultanément instauré. La famille n'est plus un objet passif subissant les transformations économiques, sociales, culturelles, mais un lieu de stratégies et de résistances[23].

Un constat identique a été posé par Tamara K. Hareven pour les États-Unis[24]. En prenant pour exemple l'histoire de la famille, il n'est plus possible d'opposer globalement la société traditionnelle rurale à la société industrielle urbaine. La période dite de la transition, soit de la fin du XVIIIe siècle jusqu'au milieu du XXe siècle (c'est-à-dire jusqu'à l'avènement de la consommation de masse), semble plutôt avoir été marquée par une imbrication des deux sociétés causée par des stratégies complexes d'adaptation de la part des différents groupes d'individus. Précisons ici que même Durkheim, dans *La Division du travail social*, avait remarqué l'ambiguïté fondamentale de l'Angleterre de la fin du XIXe siècle qui présentait selon

lui plusieurs caractéristiques de société segmentaire à solidarité mécanique, alors que ce pays était pourtant un modèle d'industrialisation et d'urbanisation[25]. Dans le contexte occidental des années 1850 à 1950, des caractéristiques importantes des sociétés préindustrielles ont été des compléments indispensables dans la mise en place des sociétés industrielles. Point de rupture brutale, mais au contraire des stratégies d'adaptation complexes et variées. Les différentes formes d'organisation de la famille en sont un exemple éloquent et il est tout simplement dérisoire d'opposer globalement la société rurale traditionnelle à la société industrielle. Dans ce cas, comment interpréter l'histoire du Canada français?

Un « réexamen » du Canada français

L'historiographie sur la famille canadienne-française[26] a également montré la richesse des choix posés par des familles d'ouvriers montréalais à la charnière des XIXe et XXe siècles. Entre autres, Lucia Ferretti a remarqué que les ouvriers francophones de la paroisse Sainte-Brigide, à Montréal, entre 1900 et 1914, ont dû, pour faire face aux exigences de la vie urbaine, « développer des formes de solidarité entre parents et entre voisins susceptibles de les aider à compenser la faiblesse des salaires, l'incertitude de l'emploi et les limites de la charité publique et privée[27] ». En d'autres mots, ils ont adapté des stratégies de reproduction de famille élargie et/ou de « ménage » domestique étendu (location de chambres à des étrangers, par exemple) dans un contexte urbain et industriel. Dans la mesure où les mêmes phénomènes ont été observés en Europe et aux États-Unis, la persistance d'éléments propres aux sociétés « rurales » préindustrielles dans un contexte urbain et industriel n'est donc pas un trait de société exclusif au Canada français, mais bel et bien une caractéristique fondamentale des sociétés occidentales au moment de l'avènement du « monde moderne ».

D'une certaine façon, Miner, Hughes et Guindon ont eux-mêmes, dans leur démonstration, décrit la complémentarité entre la société rurale et la société industrielle. Ils ont, eux-mêmes, fait ressortir la formation d'une main-d'oeuvre, convoitée par les capitalistes, qui provenait des excédents démographiques produits par la société rurale. Et ils ont, eux-mêmes, montré que l'Église, en maintenant une certaine cohésion idéologique, en s'occupant des affaires sociales et de l'éducation à la place de l'État, a joué un rôle parfaitement compatible avec les exigences du monde industriel moderne. Enfin, ce monde capitaliste n'était pas exclusivement anglo-saxon. Des études récentes[28] ont aussi démontré qu'on a énormément négligé la présence d'une bourgeoisie d'affaires francophone très influente avant la Révolution tranquille au Québec. L'engouement pour le progrès, l'industrialisation et la propriété privée n'était pas une réalité extérieure au Canada français. Au sein même de cette société, une bourgeoisie d'affaires

libérale, qui ne doit pas être confondue, comme l'a fait Guindon, avec les libéraux radicaux du XIXe siècle, a défendu des valeurs capitalistes qui sont en fait celles du Québec d'aujourd'hui.

Dans l'ensemble donc, le Québec n'a pas été une société rurale passive qui perdit sa cohésion au XXe siècle sous la pression d'un monde industriel « étranger » dont les mécanismes secrets lui échappaient. De la même façon, les Canadiens français hors-Québec ne vont pas disparaître passivement sous l'effet de l'urbanisation. Bien que leur situation soit plus précaire, la migration vers les villes ne signifie pas automatiquement l'anglicisation. Plusieurs stratégies sont possibles, permettant une étonnante résistance qui continue à défier les faramineuses statistiques sur l'assimilation[29]. Par ailleurs, cette défense est très moderne, puisqu'elle est fondée sur le principe du respect des droits fondamentaux. Sans les institutions fédérales, sans la *Charte canadienne des droits et libertés*, il sera très difficile pour les Canadiens français hors-Québec de continuer à résister. Les gains réalisés depuis 1982 dans l'éducation et la fonction publique fédérale seront tout simplement détruits par un fédéralisme asymétrique, conduisant au bilinguisme territorial ou par le projet de souveraineté du Québec.

Conclusion

L'une des conséquences de la Révolution tranquille a très certainement été de briser l'identité canadienne-française à tel point qu'aujourd'hui, les intérêts du Québec apparaissent en contradiction avec ceux des Canadiens français, ce que d'ailleurs Hubert Guindon a très bien fait ressortir dans d'autres articles.

Par contre, si ces Canadiens français continuent à appuyer le fédéralisme et la Charte de 1982, ce n'est pas en raison d'un traditionalisme passéiste, mais en étant au contraire parfaitement conscients de leurs intérêts pour l'instant divergents de ceux des élites politiques du Québec. Mais peu importe les différences de situation, que ce soit au moment de l'industrialisation à la fin du siècle dernier ou lors de la Révolution tranquille au Québec, les Québécois et les Canadiens français ne sont pas demeurés passifs face aux différents enjeux de leur époque, ce qui n'a rien à voir avec les interprétations parfois trop déterministes et fatalistes d'Hubert Guindon. Et, dans le contexte du présent débat constitutionnel, une compréhension plus nuancée de la société canadienne-française avant la Révolution tranquille au Québec pourrait peut-être favoriser un rapprochement des stratégies.

NOTES

1. Hubert Guindon, *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1990.

2. Pages 35-60.

3. Léon Gérin, «L'habitant de Saint-Justin», *Mémoires et comptes rendus de la Société royale du Canada*, 1898, p. 139-216.

4. Horace Miner, *St-Denis : A French-Canadian Parish*, Chicago, 1939.

5. Philippe Garigue, *Études sur le Canada français*, Montréal, 1958.

6. C'est l'expression de Guindon résumant Garigue, p. 41.

7. Ici, quelques nuances s'imposent. Horace Miner, dans une réédition de son livre en 1967, a tenu à nuancer les propos de son directeur de thèse en écrivant : «Although the author was a student of Redfield, the analysis of St.Denis was made along ethnological and structural — functional lines, strongly influenced by the teaching of A.P. Radcliffe-Brown [...]. It is in the widely quoted Introduction to the study, written by Robert Redfield, that the data from St.Denis were put into the context of peasant culture.» (p. vi)

8. Hubert Guindon, *op. cit.*, p. 47-48.

9. *Ibid.*, p. 51.

10. *Ibid.*, p. 51.

11. *Ibid.*, p. 110.

12. Voir la note 7.

13. Talcott Parsons, *The Social System*, New York, Free Press, 1951.

14. Émile Durkheim, *La Division du travail social*, Paris, 1893.

15. Robert Nisbet, *La Tradition sociologique*, Paris, PUF, 1984.

16. Raymond Aron, *Les Étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967.

17. Guy Rocher, *Talcott Parsons et la sociologie américaine*, Paris, PUF, 1972.

18. Talcott Parsons et R. Bales, *Family, Sociolization and Interaction Processes*, Chicago, Free Press, 1955.

19. L. Wirth, «Urbanism as a Way of Life», *American Journal of Sociology*, 44, 1938, p. 1-24.

20. Peter Laslett et Richard Wall, *Household and Family in Past Time*, Cambridge, 1972.

21. Martine Segalen, «Sous les feux croisés de l'histoire et de l'anthropologie : la famille en Europe», *RHAF*, 39:2, automne 1985.

22. Michael Anderson, *Family Structure in Nineteenth Century*, Cambridge, 1971.

23. Martine Segalen, *op. cit.*

24. Tamara K. Hareven, «Les grands thèmes de l'histoire de la famille aux États-Unis», *RHAF*, 39:2, automne 1985.

25. Raymond Aron, *op. cit.*

26. Bettina Bradbury, «The Family Economy and Work in an Industrializing City : Montreal in the 1870's», *Société historique du Canada/Communications historiques*, 1979. Lucia Ferretti, «Mariage et cadre de vie familiale dans une paroisse ouvrière montréalaise : Sainte-Brigide, 1900-1914», *RHAF*, 39: 2, automne 1985.

27. Lucia Ferretti, *ibid.*

28. Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté. Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1987; Claude Couture, *Le Mythe de la modernisation du Québec*, Montréal, Éditions du Méridien, 1991.

29. Laurence Fedigan et Gratien Allaire, «Le changement linguistique et culturel et les récits de vie», *Actes du CEFCO*, automne 1990, (à paraître).